L’extinction de la rébellion

Critique d’Extinction Rébellion, de la collapsologie et de l’idéologie de la résilience



L'extinction de la rébellion

Extinction rébellion (XR) apparaît comme une sorte de branche action de la collapsologie. De la même manière que la collapsologie participe à la prise de conscience des désastres en cours, ce groupe peut être une porte d'entrée vers l'agir pour nombre d'âmes révoltées. Sauf que cet agir est amputé, docile aux petites manies citoyennes de l'époque.

XR, pour les intimes, est une organisation internationale plus ou moins décentralisée qui a le vent en poupe. Elle est lancée en 2018 en Grande-Bretagne, avant d'essaimer partout dans le monde, d'Afrique du Sud aux Etats-Unis. Rien qu'en France, il existe 111 groupes locaux en 2021, réunis autour des dix principes de base de l'organisation. L'un de ces principes est la non-violence, élément central de l'idéologie de la désobéissance.

Non-violence

Il existe depuis longtemps tout un tas d'actions directes « non-violentes » utilisées par les révoltés. C'est le cas par exemple de la grève, du boycott, de l'occupation jusqu'à expulsion, du fait de grimper sur un toit ou un arbre pour ralentir une évacuation, ou encore d'utiliser la dérision. Mais il suffit que le piquet de grève soit attaqué par des milices patronales ou des flics pour que la nécessité de le défendre se pose. N'importe quelle action peut débuter sans violence et se retrouver face à la brutalité de la répression. Ce n'est jamais nous qui choisissons, seuls, les modalités d'une action.

Le problème avec la non-violence, ce n'est pas sa pratique, mais quand elle passe d'un choix tactique à une *idéologie autonome*. Elle peut alors mettre en danger des révoltés plus déterminés, en se faisant auxiliaire de police, et en tout cas mettre sous le tapis le fait que d'autres modalités pour agir sont possibles. Il y a en réalité différentes possibilités d'actions dans des situations données. Il y a à la fois besoin de textes, de débats ou de fêtes comme de destructions par le sabotage ou d'affrontements avec les flics. A ceci près que tout ne se vaut pas : réduire en flammes un palais de Justice, avec ses scellés, aura toujours plus de poids qu'un rassemblement pacifique devant…

Alors que la violence institutionnelle, celle des juges, des flics, des mâtons, des patrons, des élus, est largement acceptée, la réappropriation collective de la violence dirigée vers l'émancipation est toujours plus difficile – et pourtant toujours plus nécessaire. La question est de savoir si l'on prend au sérieux la longue liste des désastres en cours et leurs effets. Si vraiment il est question à plus ou moins court terme de la survie de l'humanité, pourquoi ne pas laisser place à la fureur ?

Désobéissance

Cette évidence crée des remous dans le camp de la non-violence. Des débats existent par exemple au sein de XR sur la confrontation physique. Mais même en l'assumant, l'action reste *désobéissante*. Il ne s'agit pas tant d'agir que de s'agiter, sans chercher le sens et la cohérence, mais seulement une efficacité jaugée au nombre d'images médiatiques produites.

Dès lors, les contradictions ne sont plus mises sur la table pour s'y confronter : il est possible d'applaudir aux destructions émeutières tout en signant des pétitions en ligne, de prôner

le « refus de parvenir » tout en saisissant chaque micro ou caméra, etc. La *révolte*, quant à elle, est animée par d'autres perspectives, par une éthique, par une manière de chercher à se tenir debout en restant en accord avec soi-même.

En outre, la désobéissance a tendance à amputer la question sociale. XR évoque le néolibéralisme et le pouvoir financier, les élites qui profitent, mais dans une vision étriquée, rappelant le cliché de la séparation entre les 99% et les 1%. Or, le système ne repose pas sur une hiérarchie de seulement 1% – ou même 10. Et même chez les dépossédés, il n'y a pas que des complices… La vision de l'ordre existant est caricaturale, et tout simplement fausse : l'organisation est prête à accueillir à peu près tout le monde, cherchant à faire nombre par tous les moyens. Nous retrouvons la même confusion interclassiste diffusée par les collapsologues.

Les tractations de la composition, celle où l'on joue des rôles en vue de créer un front le plus large possible, n'a pas grand-chose à voir avec la joie de la révolte. Ce mantra du « tous ensemble » n'évacue pas pour autant, époque oblige, les positions alambiquées de la déconstruction, où les premiers concernés sont censés avoir raison même s'ils ont tort. Mal digérée, cette grille d'analyse est propice à l'effacement de l'histoire sociale et séditieuse, notamment de l'écologie sociale et des courants anti-industriels. Cela pourra donner quelques scènes étranges, où le vieux révolutionnaire qui a lutté toute sa vie se retrouve assimilé aux partisans de l'ordre qu'il a combattu par des jeunes militants écolo et rebelles persuadés de ne pas être, en partie, les héritiers et héritières de combats entamés il y a déjà bien longtemps. Il y aurait pourtant beaucoup à gagner à se réapproprier cette histoire. Comme disait Landauer, il y a des morts qui sont plus vivants que les vivants, et des vivants plus morts que les morts…

Citoyennisme

La stratégie de l'idéologie de la désobéissance est en réalité tendue vers un seul objectif : faire pression sur les dirigeants et dirigeantes pour mieux les éclairer. C'est pourquoi les adeptes de cette idéologie parlent avec les flics, les médias, les élus, les hauts-fonctionnaires. Ils et elles préfèrent dialoguer avec le pouvoir plutôt que renverser la table, et ne remettent finalement pas en question le fait qu'il y ait une séparation entre dirigeants et dirigés. A peine demandent-ils des assemblées citoyennes, c'est-à-dire plus de participation dans un régime foncièrement hiérarchique.

De fait, malgré des discours alarmistes sur les enjeux et une volonté affichée de changer le système, XR reste pétri de citoyennisme. Le discours de l'urgence est enrobé des atours de l'ordre existant, à des fins stratégiques de ne pas perdre le plus grand nombre. Il faut ainsi éviter de mettre en accusation la propriété privée, l'extorsion de la survaleur ou la dépossession de l'être humain. On préfèrera des choses plus consensuelles.

Le groupe revendique – c'est-à-dire en appelle aux dirigeants et dirigeantes – et les revendications sont traduites dans un langage réformiste : « réduire immédiatement les émissions de gaz à effet de serre pour atteindre la neutralité carbone en 2025, grâce à une réduction de la consommation et une descente énergétique planifiée ». Evidemment, personne ne croit que cette revendication n'ait une quelconque chance d'aboutir… Sous des airs faussement radicaux, les fondateurs de XR sont responsables, c'est-à-dire politiquement corrects.

D'ailleurs, en utilisant les mots du pouvoir, comme ceux de résilience ou de planification, l'entreprise a tout d'une réhabilitation du recours à l'Etat. Celle-ci est très claire chez les leaders de

la collapsologie, sorte de têtes pensantes de XR, diffusant 35 propositions pour un « retour sur Terre ». Ils assument avoir choisi de proposer des mesures très centrées sur l'Etat : relocalisation de l'économie et protectionnisme ; plafonner les consommations d'énergie et de matière ; nationalisation du secteur bancaire ; développer une fiscalité écologique et sociale ; introduire du tirage au sort pour les sièges des chambres législatives ; contrôler les flux de capitaux ; etc. Aménager le désastre, encore et toujours. Pacifier.

Le programme a tout d'une sorte de social-démocratie repeinte en verte. Collapsologues et activistes rebelles-écolo partagent la même doctrine étatiste. Pourtant, l'Etat n'est pas la solution : c'est une partie, qui plus est importante, du problème, comme l'anarchisme l'a si bien compris. Un petit exemple parlant : en France, l'industrie nucléaire n'est pas un *lobby*, n'en déplaise aux écolocrates, mais bel et bien l'Etat. Voilà tout.

Extinction Rébellion, qui peut être ironiquement détournée en *extinction de la rébellion*, fait partie de cette longue liste de nouvelles organisations écolos, souvent éphémères. Il est probable que sa durée de vie soit assez courte. En revanche, l'idéologie qu'elle porte, au même titre que la collapsologie, risque d'amputer les luttes sociales pour longtemps, dans une situation où détruire ce qui nous détruit est de plus en plus pressante. L'enfer est parfois pavé de bonnes intentions.

JD

Texte paru dans le journal d'agitation anarchie !

La collapsologie, idiot utile du maintien de l'ordre existant

Depuis plusieurs années, une nouvelle discipline – qui ne fait que reprendre différemment de vieilles idées – se propose de nous guider : la collapsologie, ou la science de l'effondrement. Elle influence largement des mouvements comme Extinction Rébellion et ne cesse de lancer des appels du pied pour que les mouvements antiautoritaires se mettent à son service.

En 2015, Pablo Servigne et Raphaël Stevens publient *Comment tout peut s'effondrer ?* pour le grand-public. Depuis, avec l'ancien ministre Yves Cochet et le conseiller en informatique financière Arnaud Dorthe, ils ne cessent de porter la bonne parole d'un effondrement acceptable. La pandémie du coronavirus a accéléré leur influence, agissant comme une prophétie réalisée : « on vous l'avait bien dit, l'effondrement est pour bientôt », même si la réalité a la peau dure et que tout montre que le jour d'après ressemble à s'y méprendre au jour d'avant. Le règne de l'argent et de la hiérarchie se porte bien.

Ces fans de l'effondrement ont la fâcheuse tendance à naturaliser les rapports sociaux : nos manières d'agir, de penser et de nous lier les uns et les unes aux autres ne seraient pas en partie liées à un système social et historique particulier, mais à une soi-disant nature humaine. D'ailleurs, pour ces collapsologues, le désastre en cours n'est pas tant lié aux structures du pouvoir, mais à un défaut dans la psychologie humaine : l'incapacité à prendre les bonnes décisions face à un évènement extraordinaire. Une manière comme une autre de dédouaner une civilisation singulière, le capitalisme, et les responsabilités des défenseurs et défenseuses de l'ordre existant et de leurs complices. On entretient ainsi le mythe de la responsabilité partagée entre tous et toutes, puisque chaque humain impacterait négativement l'équilibre écologique. L'industriel ne serait pas plus responsable de ton cancer que l'ouvrier exploité ; le nucléocrate pas plus fautif de la saturation de radioactivité dans les sols et l'air que le ou la résidente à côté ; le technocrate autorisant les OGM pas plus coupable que n'importe qui qui fréquente un supermarché ; et surtout, le soutien acharné de l'ordre pas plus attaquable que celui ou celle qui s'y oppose. Avec des mots d'ordre comme « nous avons besoin de tout le monde » et « nous sommes tous sur le même bateau », la collapsologie relève plutôt d'une entreprise de désarmement des luttes et révoltes, qui ont pourtant le mérite de désigner les structures et les défenseurs et défenseuses de l'ordre existant. C'est de cibles dont nous avons besoin !

De toute façon, pour les collapsologues, il ne s'agit pas de s'affronter aux forces qui entretiennent les désastres et en profitent. Il s'agit d'apprendre à vivre avec l'effondrement. Il faudrait s'adapter, « arrêter de se battre », comme l'écrivent nos effondrementalistes vedettes dans un bouquin de 2018, *Une autre fin du monde est possible*. Pas de révolte et de lutte, même pas de résistance, ils n'ont que le mot de « résilience » à la bouche. Il s'agit de faire avec et de rebondir. On dirait des managers ! Il faudrait se faire exploiter, trier ses déchets et faire l'expérience du ravage de la planète tout en restant sage. Ben voyons ! Il faut dire que les collapsologues misent sur un effondrement civilisationnel relativement rapide qui laisserait le champ libre à l'humanité sur une planète pas trop abîmée. Voilà un pari pour le moins hasardeux !

Les collapsologues recherchent en fait des troupes, des bons soldats d'un effondrement calme et joyeux. Un effondrement certes joyeux, mais pourtant considéré comme « un effort de guerre ». Nos prophètes reprennent en effet à leur compte les mobilisations de la Seconde Guerre Mondiale, le projet Manhattan qui a fabriqué la bombe atomique, les débarquements militaires qui ont rasé des villes et des villages. Qu'importe, « grâce à un formidable effort de guerre, les Etats-Unis sont parvenus à renoncer un moment à la culture de consommation et du gaspillage », affirment-ils. Décidément, les écolos, collapsologues compris, ne sont pas regardants sur les

moyens. Tant pis si cela passe par un gaspillage de vies humaines… On comprend mieux pourquoi Yves Cochet peut annoncer froidement et sans chercher à s'y opposer que la Seine-Saint-Denis sera la première région à s'effondrer et que ce ne sera pas beau à voir. Pour ma part, je fais le pari que nombre d'individus de cette région sauront où aller s'approvisionner, par exemple au domicile champêtre de notre honorable ex-ministre.

La collapsologie prépare la fin du monde en toute docilité. Il n'y a rien à faire, tout est déjà joué. C'est ce qui fait des collapsologues les idiots utiles du maintien de l'ordre existant, dont les défenseurs et défenseuses n'ont aucune intention de changer de direction, au besoin en réalisant quelques modifications et au prix de très nombreuses vies mutilées. Au besoin en maintenant les structures de pouvoir dans un monde invivable. Les nucléocrates réfléchissent depuis des décennies à « la vie sous contrainte radiologique » et la font expérimenter sur les populations de Tchernobyl et de Fukushima. Décidément, l'effondrement joyeux risque de rester un peu en travers de la gorge. On sent surtout, finalement, un désir mal caché d'un grand désastre final, peut-être pour vivre enfin quelque chose de fort dans de petites vies sages. Nos collapsologues n'ont même pas caché leur enthousiasme lors de la pandémie du coronavirus. Ils ont développé ce cynisme propre aux gens de bonne société, cette indifférence aux autres particulièrement présente chez les politiques, scientifiques ou entrepreneurs. Persuadés d'être au-dessus des autres, tout ce qui peut leur permettre d'avoir raison est une réjouissance. Tant pis que ce soit au détriment de la vie des autres.

Les collapsologues ont beau mettre en avant l'entraide – oubliant qu'un anarchiste comme Kropotkine associait l'entraide à la révolte – ils revendiquent en même temps reprendre les idées de fachos comme Piero San Giorgio et ses Bases Autonomes Durables. Ce dernier fraie avec Alain Soral et l'Action française, propage le suprémacisme blanc et la misogynie. Nos effondrementalistes le justifient car, pour eux, les dynamiques autoritaires sont un moment presque inévitables de l'effondrement. De là à dire qu'il faudra faire avec, il n'y a qu'un pas…

Le problème avec certaines tendances écologistes, c'est qu'elles peuvent provoquer un souhait d'autorité. On en vient à espérer ou favoriser l'effondrement non de la civilisation capitaliste moderne, mais d'une partie de l'humanité. Tant pis pour les pauvres, les inadaptés, etc. La défense du terroir, des traditions, de la stabilité et du localisme sont les bases d'une écologie conservatrice. C'est ainsi qu'on en arrive à refuser toute migration – l'histoire de l'humanité est pourtant une immense histoire de brassage – par volonté de préserver le milieu de tout déséquilibre extérieur. La nature est décalée vers l'individu. Pourtant, à l'échelle des êtres la nature des choses n'existe pas, il n'y a pas de race mais seulement du racisme, de même qu'appartenir à un genre est d'abord une assignation sociale. Il existe bien une constitution physique des êtres, mais qui ne forme pas une nature humaine à la base de laquelle pourrait s'établir une morale immuable. Le chantage à la survie appuie les identités érigées en substances, les appels aux sauveurs suprêmes, le recours à l'autorité.

Tous les discours sur l'urgence nous intiment l'ordre de changer non pas par goût de la joie de vivre et de la liberté, mais par la culpabilité et sous la contrainte. Sauver la planète plutôt que vivre libre, comme si la liberté n'était pas justement la solution. L'urgence qu'on nous rabâche depuis quelques années pour mieux nous dire quoi penser et quoi faire n'est en réalité pas nouvelle. L'essor des machines industrielles a deux siècles, le développement du capitalisme est encore plus vieux, et que dire de la création de l'Etat. Le patriarcat fait quant à lui office d'antiquité. C'est sur cette peur facilement domptable par les tribuns et les césars que risque de se renforcer encore l'autorité. La pandémie du coronavirus en a justement été un exemple des plus tenaces avec ses mesures prophylactiques et son confinement généralisé au nom de l'urgence sanitaire, largement accepté dans un silence complice. Ce qui n'a pas empêché une fraude massive des conditions de confinement et de multiples gestes de révolte et autres sabotages.

Beaucoup d'autres, avant les collapsologues, ont rappelé que toute civilisation était mortelle. C'est le cas au sein de l'anarchisme qui, à l'inverse de la collapsologie, ne cherche pas à sauver la planète sans se soucier des oppressions diverses que subissent les personnes, sans aspirer en même temps à une vie plus libre et plus égalitaire, fondée sur l'entraide et la destruction des rapports de domination. Avec cette intuition, celle qu'il ne peut pas y avoir d'existence réellement libre sans une nature à laquelle se lier en bonne intelligence – sans jamais sacrifier la liberté.

JD

Texte paru dans le journal d'agitation anarchie !

La résilience, nouvelle religion d'Etat

Les études critiques sur la résilience ne sont pas nombreuses, tandis que les références à cette notion se multiplient. Thierry Ribault est venu opportunément corriger le tir en publiant *Contre la résilience* (L'échappée, 2021).

Le concept de résilience est issu de l'ingénierie ferroviaire et désigne originellement la résistance des rails aux chocs et déformations, mais va très tôt s'aventurer dans d'autres domaines. Au milieu du 20ème siècle, la discipline écologique s'empare du terme. Les frères Eugene et Howard Odum sont des pionniers pour la recherche écologique des écosystèmes. Ils vont être dépêchés au milieu des années 1950 par *l'US Atomic Energy Commission* pour étudier l'irradiation par les essais atomiques américains des atolls situés dans l'océan Pacifique. Ils considèrent alors ces études – et les explosions à leur origine – comme « une opportunité unique de mener des analyses d'une importance considérable relatives aux effets des radiations provenant des produits de fission sur la population entière et sur l'ensemble des systèmes écologiques sur le terrain »[1]. Il s'agit de tester leur résistance aux effets induits par les rayonnements ionisants. L'écologie systémique émerge du champ de l'écologie des radiations, c'est-à-dire « de l'intérêt morbide […] pour l'étude de la capacité du vivant à s'adapter à sa propre destruction et à en tirer parti »[2].

Par la suite, l'usage du terme va se multiplier et se médiatiser, notamment en psychologie avec les travaux de Boris Cyrulnik. Dès 2008, la notion de résilience émerge au sein de l'Etat français : un Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale définit la résilience comme « la volonté et la capacité d'un pays, de la société ou des pouvoirs publics à résister aux conséquences d'une agression ou d'une catastrophe majeures, puis à rétablir rapidement leur capacité de fonctionner normalement, ou à tout le moins dans un mode socialement acceptable ». Le Livre blanc mentionne : « Les différentes atteintes possibles à la sécurité, qu'elles résultent d'initiatives hostiles ou de catastrophes naturelles, exigent un niveau identique d'anticipation, de préparation et de rapidité dans la réaction pour nos concitoyens. »

Après avoir pendant un temps envisagé de sortir du nucléaire, la réponse de l'Etat japonais à la catastrophe nucléaire de Fukushima a été de créer un Ministère de la résilience. Loin d'être anodine, cette institution est un symbole de la nouvelle stratégie déployée par les pouvoirs pour faire face aux désastres, au Japon comme ailleurs. En France, la loi portant sur la question environnementale de 2021 a été nommée « loi climat et résilience », tandis que le déploiement de moyens militaires lors de la crise sanitaire de la Covid-19 a été dénommé « Opération résilience ».

Aujourd'hui en France, les ministères des armées et de l'environnement semblent se disputer l'usage de la notion. Quand ce sont les militaires qui s'emparent de la résilience, il est difficile de faire croire que c'est pour notre bien. Nous sommes en réalité invités, flingue sur la tempe, à nous sacrifier pour la Nation, s'il le faut en bouffant du poison. Voilà ce qui donne une petite idée de ce que contient, au fond, cette idéologie : maintenir l'ordre tel qu'il est.

---

[1] Howard et Eugeme Odum, « Trophic Structure and Productivity of a Windward Coral Reef Community on Eniwetok Atoll », *Ecological Monographs*, 25 (3), 1955, p.291-320

[2] Thierry Ribault, *Contre la résilience*, L'échappée, 2021, p.29

Il ne s'agit plus de nier l'avènement de la catastrophe mais de s'y préparer, et donc de faire accepter son inéluctabilité. Pour cela, trois stratégies sont mobilisées : en minimiser les conséquences (par exemple en niant les effets des radiations sur les formes de vie, pourtant avérés, et de manière générale en produisant de l'ignorance à la manière dont l'industrie du tabac a tenté de minimiser les conséquences sanitaires de l'usage du tabac) ; expérimenter la survie dans des zones contaminées en maintenant les populations sur place (comme c'est le cas en Biélorussie et à Fukushima), légitimant du même coup l'industrie de la décontamination, de la reconstruction, des déchets ; impliquer les citoyens et citoyennes, afin d'obtenir sinon l'adhésion, au moins un consentement général.

On en appelle même à l'autogestion, mais une autogestion dans un cadre strict où les autorités et les experts restent les maîtres. Une autogestion du désastre, où la volonté de s'émanciper de ce qui a causé le désastre peut être assimilé à du terrorisme. Nous sommes en réalité dans l'art le plus raffiné de la cogestion, à la manière dont les syndicats ont participé à l'accumulation de capital, et ainsi à aménager leur propre exploitation. Ici, les citoyens sont appelés à mettre la main à la pâte de l'administration du désastre. Il ne s'agit plus de négocier la longueur des chaînes, mais la dose d'empoisonnement…

L'administration du désastre à Fukushima a en effet trouvé des appuis citoyens de choc. Peu de temps après la contamination radioactive et alors que les plus lucides tentent de fuir le plus loin possible, quelques huluberlus fondent l'ONG locale *Ethos in Fukushima*, afin de pousser à rester vivre en zone contaminée. Le nom choisi est une référence explicite à un programme des nucléocrates à Tchernobyl, ETHOS, visant à expérimenter la « vie sous contrainte radiologique » tout en niant l'étendue des dégâts.

Ryoko Ando, la plus fervente de ces huluberlus, critique même le dédommagement des exilés contraints de fuir la radioactivité, tout en appelant les autorités à intervenir pour faciliter l'autogestion des populations en zone contaminée : distribuer des dosimètres, envoyer des experts, organiser des réunions publiques. Le techno-totalitarisme se pare d'une orientation libertarienne.

Perfusée à l'idéologie de la résilience, l'ONG locale peut ainsi déclarer quelques mois après la catastrophe : « ce dont il s'agit, c'est de la vie à Fukushima après la catastrophe nucléaire. Mais au-delà, c'est notre capacité à léguer un avenir meilleur, car c'est merveilleux de vivre ici. L'histoire de Fukushima est un cadeau pour le futur ». Pas sûr que les malades et les endeuillés le voient de cette façon.

L'idéologie de la résilience est en fait considérée comme une sorte de nouvelle religion d'Etat, où toutes les situations suscitant de la vulnérabilité sont saisies pour inciter à faire du malheur une source de rebond et d'adaptation : finalement une idéologie de « faire avec », tout en individualisant la responsabilité de la catastrophe. Son fondement est l'adaptation, instillant une nouvelle forme d'eugénisme. Ce sont les plus aptes à rebondir qui seront sauvés, pour subsister dans un monde où la vie est réduite à la survie et les individus condamnés à bricoler des solutions pour se protéger eux-mêmes.

Dans cette idéologie où chaque crise est prétexte à rebondir, l'être humain est considéré comme un système similaire à une machine, conformément à la cybernétique : un noyau de matière sans cesse envahi par des informations à intégrer et autour duquel gravitent les cercles circulaires de la vie biologique, du mental et de l'esprit. La religion est, au passage, réhabilitée comme un

mécanisme consolidant le système immunitaire et favorable à la capacité de surmonter les chocs. On ne sait plus très bien si la religion est résilience, ou si la résilience est religion.

Chaque drame et catastrophe, source de perturbation, est finalement considéré positivement, permettant de sortir de sa zone de confort et de s'adapter, et ainsi progresser – c'est-à-dire être productif. La résilience est en réalité une forme de management visant à conditionner l'être humain. Le changement, c'est bien, ça permet de rester actif. Les suicidés de France Telecom en savent quelque chose.

On ne peut pas nier que la résilience a quelque chose de séduisante. De fait, à peu de frais apparents, elle nous offre clé en mains une solution à nos déboires, vantant en même temps nos capacités à rebondir et à se sortir de n'importe quelle situation, sans avoir à remettre en jeu les orientations profondes. Ce n'est pas pour rien que c'est par la psychologie que la résilience s'est diffusée dans les populations.

Il ne s'agit pas de nier que toute personne a des ressources parfois insoupçonnées pour faire face aux épreuves, ni de proposer de se complaire dans le désespoir, à la manière du mouvement romantique. Il me semble plus pertinent de se lancer « A la conquête du bonheur », comme le propose Albert Libertad[3] – entendu qu'il n'est ni un bonheur céleste, mais bel et bien terrestre, ni remis à plus tard, mais à portée de main, ni même une obligation.

Il n'y a toutefois rien de comparable avec l'idéologie de la résilience et sa contrainte au rebond. L'anarchiste entend s'épanouir pleinement en vivant intensément, y compris, au besoin, par la révolte contre ce qui se mettrait face à lui. La joie de vivre occupe une place, mais n'est pas confondue avec la liberté – dont la quête peut parfois mener à une existence tragique. La vie heureuse a quelque chose à voir avec les conditions de la vie sociale, tout en étant une aptitude découlant d'une démarche personnelle, qu'il est possible de conforter par des pratiques collectives. L'anarchisme est en général un dépassement du clivage individuel/collectif.

La lucidité face au désastre n'est pas incompatible avec les émotions, comme la fureur, la tristesse ou la peur. En l'occurrence, c'est bien ne pas fuir face à la radioactivité qui relève de l'irrationnel, contrairement à ce que racontent les nucléaristes. La peur peut nourrir de saines réactions.

Ces émotions sont une manifestation palpable d'une condition partagée, pouvant donner lieu à une conscience collective du refus de vivre sous la menace. Surtout, elles font partie de l'être humain réel, complet, avec ses fragilités et ses inutilités. Toute émotion n'est pas valorisable, et c'est tant mieux. C'est pareil pour la souffrance : il n'y a aucun secret caché au fond de la douleur, pas plus de mérite ou de sens caché.

L'idéologie de la résilience est un des dispositifs de l'Etat pour nous faire passer la pilule de la domination, anticipant l'aggravation des désastres. Ce n'est plus seulement l'avenir qui a tout de dystopique, mais notre présent. Il pourrait encore se dégrader. Les expérimentateurs de tout poil en ont encore sous la pédale, nous préparant à vivre dans un monde invivable avec des solutions techniques qui renforcent les problèmes.

A la fin des années 1950, une philosophe faisait débuter la *Condition de l'homme moderne* par le lancement d'un satellite autour de la Terre[4]. Cet évènement était alors l'expression de la tentative

---

[3] Albert Libertad, « A la conquête du bonheur », *L'anarchie*, 25 octobre 1906
[4] Hannah Arendt, *Condition de l'homme moderne*, Calmann-Lévy, 1983

de fuite de l'homme moderne : s'évader de sa prison terrestre pour aller vers les étoiles et fuir le monde pour le Moi. La tête dans les étoiles… en étant branché sous respirateur.

Etrange tentation alors que la planète Terre est, autant qu'on le sache, la seule à nous procurer un habitat dans lequel on peut se mouvoir et respirer sans effort et sans artifice. Cette fuite en avant est l'expression du désir d'échapper à la condition humaine en artificialisant la vie elle-même. Etrange tentation, qui est en réalité un nouveau stade d'aliénation, où l'être humain s'aliène son propre milieu terrestre. Les mathématiques sont l'outil nécessaire à cette tentation, réduisant tout en un langage simplifié, débarrassé de tout rapport sensible. Pas certain, pourtant, que les chaines artificielles soient plus douces que les chaînes naturelles…

Cette tentative d'évasion pousse à produire un monde de plus en plus artificiel. La prophétie est autoréalisatrice, dans la mesure où cette artificialisation épuise les ressources naturelles, pollue l'ensemble de la planète et rend la Terre de plus en plus inhabitable. L'accélération de l'artificialisation est alors présentée comme la seule solution. Plus on solutionne par des moyens technologiques et industriels, plus on casse, plus on casse, plus on a besoin de solutions technologiques et industrielles. En économie, on appelle cela un marché captif. La réalité brute, c'est que le désastre est présenté comme le remède.

La même philosophe a poursuivi sa réflexion, pressentant que la conquête spatiale et son modèle de vie confinée, coupée de la nature, entièrement artificialisée, était emblématique de la condition de l'homme moderne – et peut-être son stade final.

> « L'astronaute lancé dans l'espace extra-terrestre et emprisonné dans une capsule remplie d'instruments où chaque rencontre physique réelle avec l'environnement signifierait une mort immédiate peut fort bien être considéré comme la symbolique incarnation de l'homme d'Heisenberg – un homme pour lequel il sera d'autant moins possible de rencontrer jamais autre que lui-même […] qu'il aura mis plus d'ardeur à éliminer toutes considérations anthropocentriques dans ses rencontres avec le monde non-humain qui l'environne »[5].

L'horizon de l'humain est la vie encapsulée dans des villes aseptisées et polluées, branchée à haut débit, médiatisée à travers des technologies.

L'intuition de la philosophe était, malheureusement, la bonne. Comme le rapporte Thierry Ribault, l'Unesco et l'ONU ont proposé en 2017 une transposition à la vie sur Terre des conditions de vie dans l'espace, pour faire face au manque d'eau : « dans la station spatiale internationale, le matin, l'eau est consommée avec du thé, l'après-midi elle devient de l'urine et le lendemain elle sert à se raser… il s'agit de la même eau depuis des années ! », exulte l'onusien Richard Connor[6]. Les technocrates ne rêvent décidément pas de la même chose que nous.

L'art de s'accommoder avec la contamination peut aller très loin. Cette étrange fascination de la survie dans des situations extrêmes relève d'une fuite en avant où l'être humain se coupe de son habitat pour un milieu étanche, une cage artificielle déshumanisante. Chacun et chacune se trouve ainsi déplacé dans un monde inapproprié dans lequel survivre malgré tout serait l'expression

---

[5] Hannah Arendt, *La crise de la culture,* Gallimard, 1972, p.352
[6] Thierry Ribault, *Contre la résilience*, L'échappée, 2021, p.158

de sa robustesse. Toute ressemblance avec l'eugénisme – et au passage avec le transhumanisme – n'est pas le moins du monde fortuite.

Préserver les conditions d'une vie désirable n'est plus une option envisagée. En même temps, cette fuite en avant nécessite une atrophie gigantesque de la liberté, pour entériner un monde aliéné, où l'on ne peut jamais être vraiment là, sans cesse préoccupé par les impératifs de la survie et la participation aux mécanismes de la normalité survivaliste. Il est alors impossible d'être en conscience à ce que l'on fait, mais uniquement condamné à s'agiter en réponse à des stimuli extérieurs. On comprend que les gens ayant le goût du pouvoir et des foules aux ordres y voient une sorte de panacée.

Thierry Ribault invite quant à lui à redonner sa chance à la fureur, « cette fureur qui a ses raisons que la raison se doit d'entendre »[7]. Si elle ne fait pas tout, « elle peut insuffler le commencement vital du refus de penser dans la langue pétrifiée de la société industrielle et de ses aventureux expérimentateurs »[8]. Et, à l'occasion, susciter des volontés de ne pas faire avec les nuisances, mais de chercher à s'en émanciper par tous les moyens que nous jugerons nécessaires.

JD

Contact : jackdejean@riseup.net

[7] Ibid, p.27
[8] Ibid, p.27